

*Initiatives ministérielles*

au sujet des banques qui ne paient pas leur juste part. Si les banques paient leur juste part, elles feraient mieux de commencer à le prouver parce que très peu de gens le croient.

Les gens ne semblaient pas vraiment s'entendre sur la définition d'une personne riche. J'ai déjà dit qu'ils croyaient que les sociétés riches et les personnes riches devraient payer leur juste part. Ils ont indiqué qu'une personne riche était quelqu'un qui a un revenu d'environ 55 000 \$, mais n'ont pas pu définir ce qu'est une société riche. Ils sont en train de le faire.

Je tiens à ajouter que, de façon générale, les gens croyaient que les personnes qui retirent des profits de leurs investissements au Canada peuvent éviter de payer des impôts au Canada. Encore une fois, c'est une perception que mes électeurs voulaient que je communique à la Chambre des communes.

Plus de 75 p. 100 des gens consultés qui ont répondu à ma question étaient d'avis que le gouvernement devrait utiliser tous les moyens à sa disposition pour prendre des mesures contre les personnes qui travaillent maintenant et qui n'ont pas remboursé les prêts d'étudiants qu'elles ont reçus. Ils croyaient vraiment que les personnes qui doivent de l'argent au gouvernement et qui sont en mesure de le rembourser devraient le faire. C'est une question qui leur tenait beaucoup à coeur.

Ils étaient satisfaits de certaines des mesures que le gouvernement a prises à l'égard des fiducies familiales. Ils veulent l'assurance que nous poursuivrons sur notre lancée, que les nantis ne pourront plus soustraire leur richesse à une juste imposition pour qu'ils contribuent à l'activité économique au Canada.

Toutes les personnes qui ont répondu au sondage croient qu'il existe une vaste économie souterraine au Canada et qu'il faut l'éliminer. En fait, certains croient que cette économie est si vaste que si tous ceux qui y participent payaient les impôts et les taxes qu'ils devraient normalement payer, aucune nouvelle hausse d'impôt ne serait nécessaire et même, que l'on pourrait réduire les impôts et éliminer le déficit. Cela, ils en étaient convaincus. Je comprends que l'économie souterraine est un grave sujet de préoccupation. Je me rends bien compte aussi qu'il est difficile de l'évaluer avec précision. Nous ne savons trop quelle en est l'ampleur.

Les gens tiennent aussi à ce que les élus reçoivent une juste rémunération, ce qui veut dire une rémunération qui n'est pas excessive. Ils estiment que tout le monde doit se serrer la ceinture.

Ils ont aussi soulevé une autre question intéressante. Ils se demandent si le gouvernement ne devrait pas jeter un coup d'oeil sur l'impôt sur les successions. Je le répète, je fais part à la Chambre des idées qui ont été exprimées.

Le vérificateur général jouit d'une grande crédibilité. Par conséquent, dès qu'il révèle un cas de gaspillage ou de mauvaise gestion, les Canadiens pensent que les gouvernements doivent y accorder beaucoup d'attention.

[Français]

J'aimerais maintenant partager avec vous un autre commentaire qu'ils ont fait assez fréquemment, soit la question de la TPS.

Le gouvernement a promis, pendant la campagne électorale, qu'il y aurait des changements profonds. Les gens à qui j'ai parlé ont indiqué clairement qu'ils veulent que ces changements soient faits. Plusieurs sont d'accord, par exemple avec des comptables agréés qui préconisent un régime unique de taxe de vente à l'échelle nationale. Selon eux et selon mes commettants, il y aurait quand même des avantages assez significatifs. Par exemple, ils prétendent que les entreprises canadiennes épargneraient au moins 400 millions de dollars par année au titre des coûts d'observation des règles. Ils prétendent aussi que les gouvernements provinciaux épargneraient, quant à eux, 100 millions de dollars par année au titre de leurs coûts d'administration. Donc, c'est beaucoup d'argent.

Voilà d'autres bénéfices qu'ils soulignent. Ils pensent que le moment est venu de passer à un régime national de taxe de vente, car, et je les cite: «Le gouvernement fédéral s'est engagé à remplacer la TPS; de nombreux gouvernements provinciaux se disent favorables à l'harmonisation de la taxe de vente afin de réduire leurs propres coûts [...]; les milieux d'affaires, notamment les petites et moyennes entreprises, bénéficieraient d'une simplification significative du régime de taxe; et le public veut que les gouvernements éliminent les chevauchements et les dédoublements.»

• (1650)

Voici les commentaires qu'a fait cet organisme, commentaires qui sont appuyés aussi, devrais-je ajouter, par mes commettants.

J'aurai donc quelques derniers commentaires.

[Traduction]

Mes conseillers, c'est-à-dire les gens avec qui je me suis entretenu, ont souligné que les grandes organisations ne participent plus à la création d'emplois. Ils jugent que, puisque les petites et moyennes entreprises sont les vraies créatrices d'emplois, il faut les encourager.

[Français]

Ils prétendent que «le système» encourage la coupure d'emplois parce qu'il n'y a pas d'incitatifs à garder ceux qui travaillent. Ils croient que nous avons besoin d'exclusions et de réductions d'impôt, peut-être surtout au début d'une initiative, c'est-à-dire lorsqu'on met sur pied une entreprise. Ils croient que nous avons besoin d'incitatifs, tels que peut-être au point de vue des impôts que des octrois parce que, selon eux, c'est peut-être plus rationnel, plus facile à gérer.

Ils ont ajouté que les initiatives en recherche et développement devraient être encouragées parce que cela mène à la production, à la création de produits uniques qui se vendent non seulement au Canada mais ailleurs. Ils prétendent que cette activité devrait être favorisée au point de vue de l'impôt. Ils veulent que nous coupions le *red tape* gouvernemental: trop de paperasse, trop de formulaires à remplir. Ils veulent qu'on puisse promouvoir l'idée qu'il est bien de créer son propre emploi.